

Tripoli, l'effondrement n'est pas un accident

À Tripoli, l'effondrement des bâtiments n'est plus un fait divers. C'est une réalité structurelle, connue, documentée, et pourtant laissée sans réponse à la hauteur du danger. Près de quatre mille immeubles sont aujourd'hui classés comme endommagés ou dangereux, dont environ un millier nécessiteraient une intervention immédiate. En cinq ans, plusieurs effondrements majeurs dans des quartiers densément peuplés ont fait des morts, des blessés et des familles déplacées. Ces drames ne sont ni imprévisibles ni inévitables. Ils sont la conséquence directe de l'inaction. Le problème n'est pas le manque d'informations, mais l'absence de décision politique. Pas de plan national contraignant, pas de financement clair, pas de solutions de relogement durables, et des interventions qui arrivent trop souvent après les tragédies. À Tripoli, on gère l'urgence, on ne traite pas la cause. Plus grave encore, cet abandon est devenu politique. La ville ne réapparaît dans le discours national qu'à l'approche des élections. La pauvreté y est administrée plutôt que combattue, transformée en outil de contrôle plutôt qu'en priorité nationale.

Tripoli n'est pas gouvernée comme une ville ayant droit à la sécurité et à la dignité, mais comme un réservoir électoral. Chaque immeuble qui s'écroule est une accusation. Chaque jour de retard est un choix. Et tant que l'effondrement sera toléré, ce sont des vies qui continueront d'être sacrifiées.

Joumana Chahal Timery
Présidente PTL

